

Grand débat national : le Président de la République évoque la politique familiale devant les maires

23/01/2019

Quelques jours après le bilan démographique de l'INSEE et les alertes de l'UNAF sur les signes inquiétants de perte de confiance des familles, le Président de la République, devant les Maires, s'inquiétait de cette chute des naissances et se disait ouvert à toute solution. Ses inquiétudes étaient relayées le lendemain par la Ministre des Solidarités. Forte de ces constats partagés, l'UNAF réaffirme son souhait que le grand débat national soit l'occasion d'entendre les difficultés rencontrées par les familles et les propositions portée par l'institution.



Lundi 14 janvier, l'UNAF alertait sur 4^e année consécutive de baisse du nombre d'enfants par femme. Preuve probable que les familles ont de moins en moins confiance dans l'avenir et que leur existence au quotidien avec des enfants s'est dégradée.

Mardi 15 janvier, Le Président de la République pendant le premier débat avec les maires de Normandie intervenait sur la politique familiale et la natalité : « ...vous avez parlé de la politique familiale, des politiques publiques sur la natalité et la famille. (...) J'y suis très favorable, même si cela ne figure pas dans les questions, cela fait partie du « pacte social » tel que je l'ai évoqué. Je suis très preneur de propositions, à un moment où notre pays rentre dans une zone qui m'inquiète... Une des forces de la France, c'est qu'il y avait une vraie démographie, très vivace par rapport à celles de nos voisins européens. (...)

On a un sujet démographique : je pense que c'est un des grands défis du pays. La politique pour l'accompagner existe : politique fiscale avec le quotient familial, les allocations familiales... Mais aussi un accompagnement pour permettre aux pères et mères de famille de mieux articuler vie familiale et vie professionnelle. On peut améliorer ces politiques : c'est ce que nous venons de faire sur les parents isolés, avec la garde d'enfant à domicile. C'est ce qui est le plus efficace, dans notre modèle. Dans le plan pauvreté que nous venons de déployer, il y a l'ouverture de places de crèches, l'accompagnement des communes pour ouvrir des places de crèche particulièrement dans les communes les plus pauvres. C'est un vrai engagement que l'Etat va prendre avec les collectivités, les Départements et les communes.

Je suis preneur de toute solution pour aller plus loin. Il peut y avoir des mesures de bonification, des mesures sur les revenus... Mais aujourd'hui, quand on regarde toutes les statistiques et les évaluations, on voit que ce qui est le plus efficace pour faire des enfants, quand elles existent, et pour ne pas en faire quand elles n'existent pas, ce sont les mesures

d'accompagnement : la possibilité d'avoir quelqu'un qui vient garder les enfants à la maison, la possibilité de pouvoir les mettre facilement à la crèche. Là-dessus, on n'est pas encore au niveau, on doit se développer. Je suis preneur de toute autre suggestion pour avancer. »

Le lendemain, Agnès Buzyn interpellée par les députés répondait : (...) « *l'inquiétude demeure face à la démographie. Nous devons rendre aux Français l'envie de faire des enfants* ».

Devant un constat d'alerte partagé, l'UNAF souhaite que l'ouverture du Grand Débat national soit l'occasion d'écouter les familles sur ce qui peut améliorer leur existence quotidienne, sur ce qui peut leur redonner confiance dans la réalisation de leurs projets. L'UNAF, les UDAF et les URAF entendent jouer toute leur place dans ce débat en portant la voix des familles, avec expertise et conviction.